

**Entretien.** Bernard Carayon : "La Commission européenne est le seul territoire ouvert aux appétits du monde entier."

# "Pour une Europe de l'intelligence économique"

Le député UMP du Tarn a été le premier parlementaire à s'intéresser au sujet. Auteur d'un rapport en 2003 sur l'intelligence économique qui a fait l'unanimité aussi bien dans le monde industriel que chez les politiques, il répond aux questions de *Valeurs actuelles*.

**L'intelligence économique, c'est quoi, au juste ?** À la demande du premier ministre, j'ai défini en 2003 une politique publique répondant aux risques et aux opportunités de la mondialisation, en particulier pour nos entreprises stratégiques de la défense, de l'énergie, de la santé, de l'aéronautique et du spatial, des technologies de l'information et de la communication. Une politique identifiant nos vulnérabilités juridiques, technologiques et commerciales. Un dispositif au profit de nos entreprises "éclairant" les marchés mondiaux comme le fait un satellite d'un champ de bataille, renforçant aussi notre influence dans les organisations internationales où s'élaborent règles juridiques et professionnelles. L'IE est un patriotisme dans la guerre économique que se livrent les États et les entreprises. Elle marque en France le retour de l'État, de la nation, de l'industrie et du volontarisme. Le président de la République en est le fer de lance.

**Sommes-nous en avance ou en retard par rapport à d'autres pays ?** Désormais, une prise de conscience collective se développe dans l'État, les entreprises et l'enseignement

supérieur. Mais tout ne peut reposer sur la seule énergie de Nicolas Sarkozy et de Claude Guéant. Pas plus d'ailleurs sur les fonctionnaires nommés pour animer cette politique.



Si j'applaudis la création d'un fonds souverain à la française, je regrette qu'il agisse de manière isolée, sans que le ministère des Finances ait véritablement accompli avec l'Intérieur et la Défense un recensement filière par filière des entreprises "sensibles". Je salue la création d'une cellule "grands contrats" à Bercy mais il y a aussi des PME stratégiques à aider. Le Quai d'Orsay a créé une direction de la "mondialisation" mais il fait preuve de peu d'appétit pour organiser des réseaux dans les organisations internationales ; il n'existe toujours pas de stratégie nationale de normalisation : celui qui tient la plume dans les instances techniques et internationales détient une arme de compétitivité pour nos entreprises.

**Qu'est-ce qui a changé dans les rapports entre États depuis la fin de la guerre froide ?** Américains et Russes

ont bousculé leurs services de renseignements au profit de leurs intérêts économiques ; la CIA a même créé un fonds d'investissement In-Q-Tel pour acheter des pépites technologiques ! C'est un ancien de ce fonds qui, avec Texas Pacific Group, a mis la main sur notre leader mondial des cartes à puce, Gemplus.

**La France doit-elle davantage se méfier de la Russie que des États-Unis, du Japon et de la Chine ?** Ces pays défendent, parfois brutalement, leurs intérêts. La vraie menace, c'est la naïveté de la Commission européenne qui, en sacralisant la concurrence, a fait de l'Europe le seul territoire ouvert et offert aux appétits du monde entier. Le canadien Bombardier vend ses trains à la SNCF à bas prix parce qu'il est largement subventionné dans son pays et que les marchés lui sont réservés. La Commission ne défend par l'europeen

"Une prise de conscience collective se développe dans l'État, les entreprises et les universités."

**Bruxelles.** Le Berlaymont, siège de la Commission européenne. Transparence obligatoire.



Alstom alors que le Canada n'a pas signé l'accord transport de l'OMC : exigeons de la Commission le respect de la réciprocité et de la transparence.

**Nos services de renseignements aident-ils vraiment les entreprises ?** Ils en ont les compétences mais leurs moyens ne sont pas adaptés aux enjeux.

**Vous avez été le premier à parler de "patriotisme économique".** L'américain Kroll a souvent recruté des anciens policiers français ; aujourd'hui, l'ex-adjoint

intenteraient des recours que l'État perdrait ; des adversaires de nos intérêts comme Kroll répondraient aux bons critères mais sous-traiteraient les tâches obscures à des officines belges. C'est à la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) de distinguer pour nos entreprises le bon grain de l'ivraie ; elle sait le faire !

Propos recueillis par GILLES GAETNER

Suite de notre dossier pages 12 à 14 >>

## Fondation. L'œil de Prométhée

Analyser les enjeux de la mondialisation, ses nouveaux acteurs (ONG, fonds souverains, fonds vautours), disséquer les réseaux d'influence de nos concurrents dans les organisations internationales en s'inspirant des méthodes anglo-saxonnes, telles sont les missions de la Fondation Prométhée, créée et présidée par Bernard Carayon, avec, comme vice-président, le député PS d'Ille-et-Vilaine, Jean-Michel Boucheron. Elle compte, parmi ses membres, douze groupes industriels et financiers de premier plan. Et dispose de relais puissants avec René Ricol, l'ex-médiateur du crédit, l'économiste Jean-Paul Fitoussi, Jean-François Dehecq (Sanofi) ou Charles Edelstenne (Dassault).